



Fenêtre sur le monde n°23



Vacances, variants, vaccins : l'inquiétude entre deux mots d'espoir. Même si les lettres de l'alphabet grec évitent désormais la dénomination géographique, personne n'ignore que le « delta » menaçant est originaire d'un pays-usine vaccinale du monde, qui a laissé sa propre population mourir étouffée. Personne n'ignore les données statistiques des inégalités pandémiques. Mais les chiffres ne sont utiles que s'ils conduisent à une mobilisation maximale pour la justice vaccinale mondiale, sans négliger la justice sociale et les droits des peuples. Car les capitalistes, les yeux rivés sur les « indicateurs de croissance », trépignent : leur mansuétude n'a que trop duré. Des offensives régressives sont à l'œuvre. Des autoritarismes s'affichent sans vergogne. En face, « cent fois sur le métier remettant notre ouvrage », nous persévérons. Vigilants, solidaires, combattifs. Nous voulons transformer l'expérience de la pandémie en force non seulement pour préserver des acquis, mais pour de nouvelles conquêtes. C'est pourquoi votre Fenêtre restera entrouverte pendant l'été pour laisser passer les bruits et les espoirs du monde. Nous restons convaincus que « cela s'appelle l'aurore ». Nos luttes la feront advenir.

Justice vaccinale, espoir mondial

La mobilisation se renforce :

des vaccins pour tous les peuples du monde, ici et maintenant !

Le fil Twitter de l'alliance *The People's Vaccine* est une mine d'informations qui permet de suivre presque en temps réel les actions menées partout dans le monde pour généraliser la vaccination et surmonter les blocages liés aux profits des multinationales et à l'inaction coupable des gouvernements.

Les tweets les plus récents lancent un nouvel hashtag, *#EyesOnPharmaGreed* décliné grâce à plusieurs mots d'ordre dont le plus parlant est « financement public, profit privé ».

Afin de rendre plus concret l'enrichissement qui résulte de la pandémie, voilà une comparaison liée à la vague meurtrière indienne : depuis le début de la pandémie, 9 nouveaux milliardaires en relation avec les vaccins, qui s'ajoutent aux 8 milliardaires de Big Pharma ; leur fortune est suffisante pour vacciner entièrement tout le monde en Inde.

La toute récente finale de l'Euro 2021 de foot en Angleterre donne aussi lieu à d'intéressantes comparaisons, notamment avec l'Ouganda : « le nombre d'Ougandais entièrement vaccinés correspond à 5% de la capacité du stade de Wembley où s'est tenue la finale » ou « en Europe, des foules dans les stades de foot offrent l'espoir d'un retour à la vie normale, tandis qu'en Ouganda le stade national Nelson Mandela, dans la banlieue de Kampala, est rempli de lits de soins d'urgence. Il est difficile de trouver un exemple plus frappant de l'apartheid vaccinal », dit un responsable d'Oxfam dans une vidéo qui accompagne le communiqué officiel que *The People's Vaccine* a publié le 12.07.2021.

La situation ougandaise décrite dans ce communiqué par un médecin local fait état de manque de personnel (malade ou même mort de la COVID19) et de risque de manquer d'EPI, sans compter l'épuisement physique et psychique tant des soignants que de la population, surtout des familles qui ont perdu leurs proches.

L'Ouganda a reçu un peu plus d'un million de doses, surtout via COVAX, et en a déjà administré 87%, mais seulement 2,17% de la population est couverte.

Sur le même fil Twitter on peut trouver de bonnes nouvelles, des avancées qui résultent des mobilisations qui montent partout dans le monde.

Le 22 juin, la Chambre des représentants des Pays-Bas a voté une motion soutenant la levée des brevets sur les vaccins anti-COVID et appelant le gouvernement à rejoindre le mouvement en pesant au sein de l'Union européenne (UE) pour qu'elle change de politique sur le sujet.

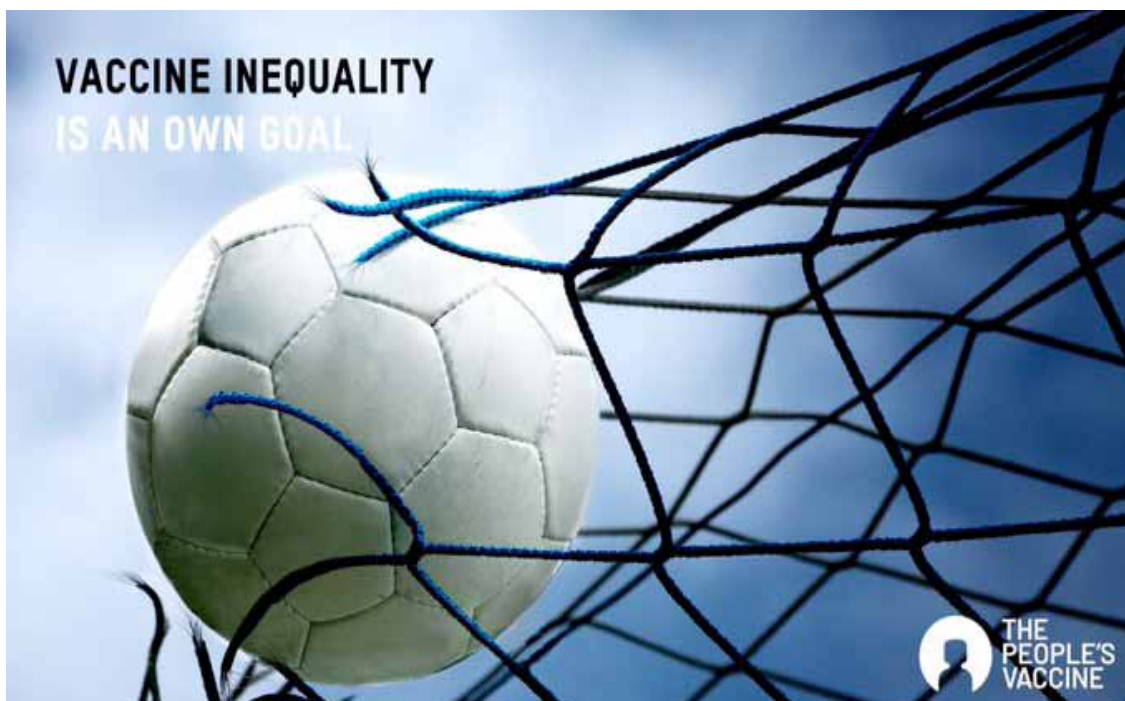
Le même jour, l'Afrique du Sud annonce officiellement par la voix de son président Cyril Ramaphosa qu'elle va ouvrir, avec l'OMS, la première plate-forme africaine de transfert de technologie et qu'elle va ainsi devenir le premier hub africain de production de vaccins.

Cette bonne nouvelle venue du pays qui, avec l'Inde, avait pris l'initiative de la demande de levée des brevets auprès de l'OMC déposée en octobre 2020, ne doit pour autant pas faire oublier que le principal enjeu est d'obtenir une décision de l'OMC valable pour tous les pays et incluant, à part les brevets, la technologie et le savoir-faire. Car c'est « la recette » qu'il faut partager, non seulement les ingrédients. Ce partage doit également s'accompagner d'un effort de coopération pour accroître la R&D des pays en développement.

Le 5 juillet, une annonce de l'agence Reuters : le Corée du Sud est en pourparlers avec les fabricants de vaccins à ARN messenger pour produire localement 1 milliard de doses. *The People's Vaccine* commente : « c'est la preuve que le transfert est possible, contrairement à ce que prétend Big Pharma. S'ils avaient agi plus tôt, on n'aurait peut-être pas eu d'innombrables morts inutiles de soignants dans les pays où l'approvisionnement en vaccins s'est tari ».

Le 11 juillet, *The People's Vaccine* publie un autre communiqué pour accueillir favorablement « l'annonce de l'UE de financer le développement d'une unité de production de vaccins au Sénégal » rendue publique le 9 juillet dans une déclaration conjointe Commission-gouvernement du Sénégal-Institut Pasteur de Dakar.

Cependant « cela doit s'accompagner d'un engagement que la technologie sera transférée sans barrières dues à la propriété intellectuelle, de sorte d'augmenter la production le plus rapidement possible ». Car, selon le Dr Mohga Kamal-Yani, chef conseiller pour la politique de santé de l'Alliance, « l'absence d'engagement de la part des compagnies pharmaceutiques de partager la technologie et le savoir afin que les nouvelles usines puissent produire les vaccins tant attendus en dit long sur leur continuel refus d'agir avec justice. Il est temps que l'UE et les autres gouvernements des pays riches utilisent tous les outils politiques possibles pour insister sur ce point ».



Certes, ce responsable parle « d'insister » et non « d'obliger ». Il est vrai que les outils offerts par le droit international et les règles des organisations intergouvernementales (comme l'OMS) ne prévoient pas de contraintes ou sanctions. C'est là leur faiblesse qui permet à Big Pharma d'imposer sa politique. Mais c'est là aussi que la pression de la société civile sur les autorités politiques doit s'accroître à tous les niveaux.

Les gouvernements sont récalcitrants ou pusillanimes. Or ce sont eux qui doivent prendre les décisions, et c'est à eux que revient la mission de protection des populations. Les vies valent plus que les profits. Si certains pensaient que ce n'était qu'un slogan, la réalité d'aujourd'hui montre qu'il représente un choix politique à faire de toute urgence.

Le communiqué sur l'Ouganda est à lire ici :

<https://app.box.com/s/7u74nwiuub0fiiwoxhu4a1gz6a3ihw80>

La réponse à l'annonce de l'UE sur le Sénégal est ici :

<https://app.box.com/s/bi1gc30iyv7mv2s72sqjzfhqvzo8phod>

Le fil Twitter *The People's Vaccine* pour vous abonner et rester informés pendant les vacances :

<https://twitter.com/peoplesvaccine>

Que fait COVAX ?

Comme il était prévisible, l'arrêt des exportations de la part du *Serum Institute of India*, le principal fournisseur de vaccins du monde entier, a mis COVAX en difficulté. Mais les responsables de la plate-forme pensent que leur choix de s'appuyer sur ce seul fournisseur n'est pas à remettre en question, car COVAX pourrait aussi s'approvisionner grâce aux dons des pays qui ont acquis des surplus de vaccins qui, pour l'instant, ne servent pas à leur population.

Comme l'indique l'un d'entre eux dans un article publié dans *La Croix* le 2.07.2021, « selon nos calculs, les pays riches ont aujourd'hui accumulé un surplus de commandes de 1,5 milliard de doses par rapport à leurs besoins. Nous espérons qu'ils vont en partager une partie rapidement ».

Qu'en de termes diplomatiques ces choses-là sont exprimées ! « Ils espèrent » que les privilégiés vont être animés de solidarité et devenir spontanément des gentils altruistes. Comme on l'a déjà vu au G7 (cf. *Fenêtre* n°22), la solidarité peut facilement s'exprimer en paroles, mais les actes ne suivent pas. COVAX attend en ce moment que les doses promises par les pays du G7 arrivent, mais ces derniers ne semblent pas avoir saisi l'urgence. Et pourtant, leur « volonté de partage » a été largement médiatisée... On sait maintenant que seulement la moitié des 870 millions de doses promises arriveront en 2021.

COVAX se dit prête à coopérer avec tout pays volontaire, y compris la Chine. C'est pourquoi, selon *La Croix* du 12.07.2021, la plate-forme a conclu un accord pour recevoir 110 millions de doses des sociétés Sinovac et Sinopharm qui vont ainsi pallier le manque de vaccins et permettre que la distribution recommence surtout en Afrique. Car plusieurs pays africains qui comptent sur COVAX ont dû suspendre leur campagne vaccinale, ce qui favorise la reprise de la pandémie sur le continent qui n'avait pas besoin de cela. Selon l'article, la livraison commencera en juillet et s'échelonnera jusqu'à fin octobre. De plus, Sinovac prévoit de livrer 380 millions de doses « d'ici à la fin juin 2022 ». Une respiration bien nécessaire pour COVAX.

Ces vaccins chinois sont conformes aux standards internationaux, car ils ont reçu l'autorisation d'urgence de l'OMS, comme les vaccins « occidentaux ». Les responsables de COVAX n'ont pas dérogé à leurs critères de qualité, ils ont tout simplement conclu cet accord avec les fournisseurs qui se sont manifestés. Face à une menace commune, les divisions géopolitiques ne doivent pas l'emporter.

L'article de La Croix du 2.07.2021 sur les difficultés de COVAX :

<https://www.la-croix.com/JournalV2/Covax-difficulte-vacciner-monde-2021-07-02-1101164322>

COVAX s'approvisionne en Chine :

<https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Covid-19-Covax-recevoir-110-millions-doses-vaccins-chinois-2021-07-12-1201165983>

Les pays qui peuvent se passer de COVAX tentent de conclure des accords bilatéraux avec les laboratoires pour se faire livrer les vaccins. Mais cette stratégie, outre qu'elle affaiblit la plate-forme, ne porte pas toujours ses fruits, selon *La Croix* du 2.07.2021. Car, même si l'on reproche à COVAX sa lenteur et parfois son opacité, avoir un instrument collectif valable pour tous les pays qui en ont besoin est nécessaire.

Des équivalents régionaux qui ont été créés pour remédier aux défauts de COVAX, comme celui lancé en 2020 par l'Union africaine (*African Vaccine Acquisition Task Team – AVATT*). Ils n'assurent pas une distribution plus rapide, puisque les achats *via* ce système arriveront aussi d'ici à 2022. Ils espèrent au moins être plus efficaces pour vacciner 60% de la population d'Afrique et ne pas se baser uniquement sur la « bonne volonté » qui se fait attendre :

<https://www.la-croix.com/Monde/Covid-19-passer-vaccins-Covax-choix-gagnant-plusieurs-2021-07-02-1201164419>



Organisation mondiale de la santé (OMS)

Le directeur général de l'OMS s'indigne : troisième dose de vaccin ou vaccins pour tous ?

C'est encore grâce au fil Twitter de l'alliance *The People's Vaccine* que l'information nous est parvenue. Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, dont le discours se fait de plus en plus tranchant pour tancer les multinationales de Big Pharma et les gouvernements des pays riches, a donné une claque à Pfizer et Moderna, qui ont commencé à développer (et à vendre) des troisièmes doses de leur vaccin, prétendument nécessaires pour tous dans six mois.

Le site d'information *STAT* présente la déclaration du Dr Tedros qui vient quatre jours après celles des compagnies pharmaceutiques : « ils devraient plutôt mettre l'accent sur l'approvisionnement en vaccins des nations qui n'ont pas accès aux premières doses. C'est un choix délibéré de ne pas protéger ceux qui en ont le plus besoin ». De son poste d'observation mondial, le directeur général de l'OMS constate qu'aujourd'hui la reprise de la pandémie due aux variants se fait dans un monde à deux vitesses et que les divergences entre pays s'approfondissent.

Pfizer dit que ses données concernant le besoin d'un « renfort » vaccinal dans 6 mois n'ont pas été encore confirmées. Elle se prépare cependant à produire ces troisièmes doses, même si la FDA et le CDC insistent qu'il n'y en a pas encore besoin. Peut-être pas besoin selon les scientifiques, mais sûrement besoin pour augmenter les profits de la compagnie.

Les experts de l'OMS pensent que, comme pour plusieurs vaccins, un rappel sera peut-être nécessaire dans un an ou deux. Mais pour l'instant, la priorité est ailleurs : « si 11 pays riches décident de fournir des rappels à leur population, même à une partie de celle-ci, cela nécessitera 800 millions de doses supplémentaires », précisent-ils. Quand on voit les difficultés d'approvisionnement de COVAX, on comprend l'inquiétude de manquer encore et toujours des doses pour commencer la vaccination dans les autres pays.

« Nous regarderons en arrière avec colère, nous regarderons en arrière avec honte si aujourd'hui nous ne nous mettons pas en mouvement pour accroître la capacité de production de vaccins et l'utiliser pour protéger les plus vulnérables, pour protéger les travailleurs de santé en première ligne dans le monde entier », dit Mike Ryan, chef des programmes d'urgence de l'OMS.

Les responsables de l'OMS ont saisi le caractère *global* de la crise et l'urgence de vacciner aujourd'hui, non demain, tout le monde, partout dans le monde, pour prendre les variants de vitesse. Mais plusieurs pays riches, y compris européens, ont la vue courte et ne pensent qu'à leurs propres intérêts.

Les variants meilleurs alliés de Big Pharma ?

L'article de *STAT* publié le 12.07.2021 :

<https://www.statnews.com/2021/07/12/who-director-general-slams-notion-of-covid-19-vaccine-booster-doses-given-global-health-needs/>



Internationale de l'éducation (IE)

La Commission européenne doit soutenir l'accès équitable aux vaccins anti-COVID

Le 29.06.2021, l'IE publie sur son site un article annonçant qu'elle a écrit, avec 200 autres organisations, à la Commission européenne et aux États-membres de l'UE pour les appeler à soutenir l'accès équitable aux vaccins, traitements et autres dispositifs médicaux anti-COVID grâce à la levée des brevets demandée à l'OMC. Cette lettre souligne l'urgence que l'UE change de position sur ce sujet.

La proposition déposée depuis octobre 2020 par l'Afrique du Sud et l'Inde et révisée en mai 2021, soutenue par 63 membres de l'OMC, vise à supprimer les inégalités d'accès à ces dispositifs vitaux pour le contrôle de la pandémie. Cela ne peut se faire que par une augmentation significative de la production et un approvisionnement diversifié.

L'IE rappelle les soutiens internationaux nombreux de cette proposition, y compris celui du Parlement européen (cf. *Fenêtre* n°22). Mais les positions officielles de la Commission transmises au Conseil et à l'OMC sont « dépourvues de toute solution utile », ce sont des « pseudo-propositions » car elles ne s'attaquent pas au vif du sujet et portent sur des sujets annexes qui n'avaient jamais fait l'objet de la discussion.

L'IE parle de « confusion », mais on pourrait aussi parler, en termes moins diplomatiques, d'une stratégie de « diversion » pour retarder encore une fois l'aboutissement de la négociation et donner du temps à Big Pharma.

« Les communications ne portent pas sur les enjeux globaux des droits de la propriété intellectuelle, comme le secret des affaires, les dessins industriels et les droits d'auteur, nécessaires en vue de la production de vaccins et d'autres technologies sanitaires », souligne l'IE, avant de mettre l'accent encore une fois sur la disparité d'accès et les difficultés des pays en développement : 0,1% de la population des pays à faibles revenus est entièrement vaccinée (28% en moyenne pour les pays « développés »).

« Nous demandons à l'UE de ne pas perturber les discussions sur la proposition de dérogation », conclut l'IE. Il faut que « la volonté des citoyens européens et de milliards de personnes de par le monde soit entendue et réalisée ».

En fait, l'IE demande que l'UE prenne une position conforme à la raison, à l'urgence de la situation, mais aussi à sa propre protection. À l'heure où les variants prétendent « nouveaux » (mais déjà « anciens » pour les pays lointains où ils ont émergé et fait des ravages) inquiètent les Européens qui ont envie de partir en vacances, il serait temps de se protéger autrement que par l'illusoire solution des fermetures des frontières et des quarantaines aux portes d'entrées des pays.

<https://www.ei-ie.org/fr/item/25126:civil-society-calls-on-the-european-commission-to-back-the-trips-waiver>

Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE)

Une étude sur la précarité dans les carrières académiques

Sur le site de l'IE, le 29 juin, nous lisons les résultats d'une enquête menée par l'OCDE à l'initiative du *Global Science Forum* sur la précarité des carrières académiques. Elle met l'accent sur les chercheurs post-doctoraux, catégorie où la précarité est presque la règle, y compris parfois sans contrat de travail. L'objectif, indiqué dans le titre du rapport issu de l'enquête, est de « réduire la précarité des carrières dans la recherche académique ». Cette situation préexistait de la pandémie, mais elle a été depuis aggravée.

Dans les pays de l'OCDE, le nombre de doctorats a augmenté de 25% entre 2014 et 2019, mais les opportunités de travail dans le monde académique se sont considérablement réduites. C'est ainsi que

s'installe une division de plus en plus profonde entre une minorité de titulaires, « une élite protégée », et « la classe des précaires » qui représente maintenant la majorité.

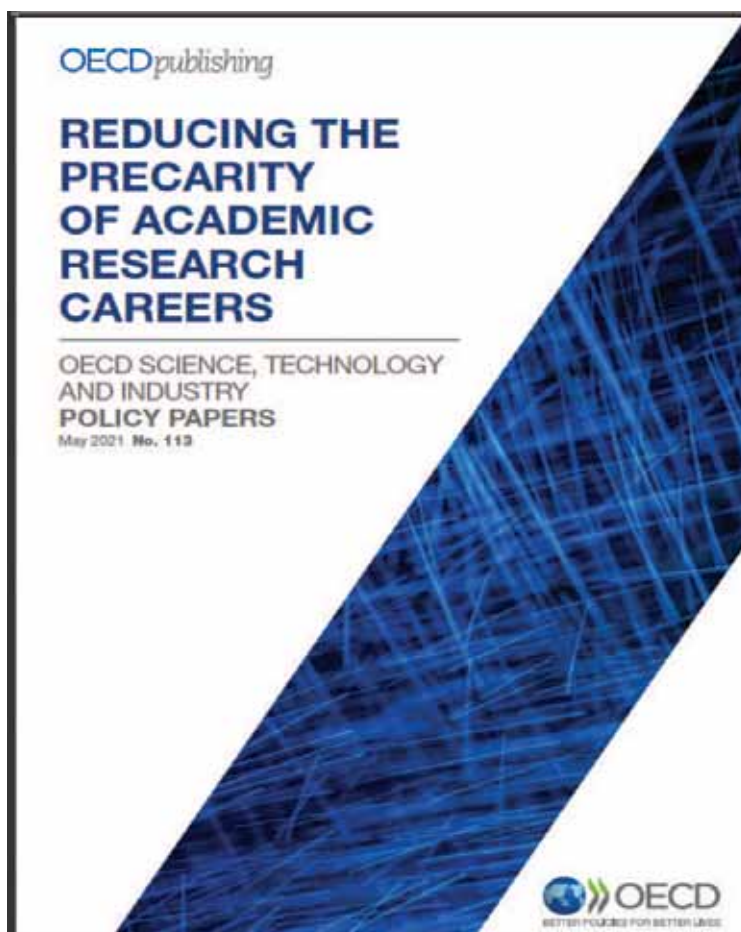
Comme dans d'autres professions, les femmes sont les plus touchées, non seulement par la précarité « visible », mais aussi par « le travail invisible » qu'elles font souvent. Rappelons que, durant les confinements, ce sont elles qui soutiennent, prennent soin et veillent au bien-être de leur communauté scientifique, tâches qui auraient dû être partagées par tous (cf. *Fenêtres* n°5 et n°20).

Il n'est pas courant de trouver dans les documents de l'OCDE une appréciation négative de la logique de performance et de compétitivité. C'est pourquoi l'IE choisit de la citer : « les hauts niveaux de compétition et le manque de reconnaissance ont créé des conditions de travail défavorables et violentes », augmentant ainsi le stress et multipliant les dérives qui résultent des relations de pouvoir qui ont remplacé la collégialité.

Neuf propositions sont formulées dans le rapport de l'OCDE. Parmi elles : « les normes de performance imposées par des organismes externes portent atteinte à l'efficacité des politiques en matière de ressources humaines et participent de la précarité, en plus d'entraver la capacité de mener des recherches indépendantes ». La généralisation des recherches sur projet et le financement qui dépend de l'évaluation (et non des besoins) ont comme résultat de « freiner la créativité ».

Que cette remarque fasse partie du discours syndical n'a rien d'étonnant. Ce qui est aujourd'hui remarquable c'est de la trouver dans un rapport officiel d'un organisme qui n'est pas un opposant du néolibéralisme. Voilà un point d'appui pour nos luttes.

L'IE, dans son commentaire, trouve « scandaleux » que les chercheurs « connaissent des conditions de vie médiocres et vivent dans un stress constant ». La précarité menace aussi les libertés académiques et met en danger « la recherche indépendante dont les politiques publiques et la démocratie ont cruellement besoin ».



Ce sont les libertés académiques qui ont poussé à la titularisation dans certains pays. Aujourd'hui, plus d'un an dans la pandémie qui a dégradé nos conditions de travail et exclu plusieurs précaires dont les travaux ont cessé d'être financés, nous savons que la seule solution est un travail stable qui attire les jeunes. Or nous constatons qu'en France, et dans d'autres pays, ce n'est pas le chemin pris par les autorités pour panser les plaies ouvertes par les confinements et le travail à distance « en mode dégradé ».

Avec nos syndicats partenaires en Europe et dans le monde, poursuivons notre combat contre le fléau de la précarité.

Voir sur le site de l'IE :

<https://www.ei-ie.org/fr/item/25122:oezd-study-precarity-of-academic-research-careers>

Le rapport de l'OCDE est ici :

https://www.oecd-ilibrary.org/science-and-technology/reducing-the-precarity-of-academic-research-careers_0f8bd468-en

Brésil

Les effets du coronavirus et du Bolsonavirus

Le *NYTimes* publie le 24.06.2021 un reportage photo pour montrer « à quoi ressemble le carnage » de la COVID19 au Brésil, où le virus « a trouvé un terreau extrêmement fertile » dans une Amérique latine qui est le continent le plus frappé dans le monde.

Au Brésil, plus de 500.000 morts (chiffre officiel sous-estimé selon les sources), deuxième pays après les États-Unis pour le nombre des victimes. Mais si aux États-Unis la situation s'est bien améliorée grâce à la vaccination au point de rouvrir le pays et même les écoles (qui reprendront apparemment en présentiel à la rentrée), au Brésil au contraire la situation empire. Dans un pays où vit 2,7% de la population mondiale, le taux de décès dus à la COVID19 est de 13%.

L'Amazonie a été la plus frappée, puisque le Bolsonavirus n'avait cure d'approvisionner les autochtones avec de l'oxygène et des vaccins. Ayant minimisé le caractère sérieux de la maladie, puisqu'il n'a pas écouté les scientifiques (même comportement que son « ami » Trump), le Bolsonavirus a abandonné tous ces petits villages perdus dans la forêt tropicale à leur triste sort.

Le photographe Mauricio Lima a sillonné le Brésil pour photographier la pandémie. Ses photos sont des témoignages de la souffrance mais aussi des lueurs d'humanité.



Health care workers traveled by boat this month to vaccinate residents that live on the Manacapuru River

Les reporters Ernesto Londoño et Flávia Milhorce complètent cette œuvre qui documente un moment de l'histoire pour l'avenir. Parmi les photos, deux scènes de vaccination de villageois dans l'Amazonie, des soignants qui voyagent en pirogue pour aller les vacciner, et un hôpital de campagne dans une grande salle de sports, qui rappelle ceux qu'on voit dans des films relatant l'hospitalisation des victimes de la Première guerre mondiale...

<https://www.nytimes.com/2021/06/24/world/americas/brazil-500000-covid-deaths.html>



Mais il y a (peut-être) une justice...

Les Brésiliens qui manifestent en criant « fora Bolsonaro ! » (dehors, Bolsonaro !) seront peut-être satisfaits. Selon un article de Lina Sankari dans *l'Humanité* du 29.06.2021, « L'antivax Bolsonaro » risque d'être « coulé » par la COVID19.

Une commission parlementaire qui enquête sur le scandale des 500.000 victimes a découvert que le gouvernement fédéral avait reçu une facture de 45 millions de \$ à payer à une obscure société singapourienne qui faisait l'intermédiaire pour l'achat de vaccins Covaxin du laboratoire indien Bharat Biotech, un vaccin qui n'a pas reçu d'homologation des autorités sanitaires.

Selon l'article, le responsable du ministère de la santé, auditionné par la commission d'enquête, a dit avoir reçu des pressions « atypiques et excessives » pour valider cette transaction. Mais il ne dit pas (il ne le sait probablement pas) si les intermédiaires qui ont conclu cet accord avaient été rémunérés. Il craint pourtant des persécutions, sans mentionner par qui. Il portait un gilet pare-balles lors de son audition, c'est dire le climat qui règne au Brésil en ce moment.

Le Bolsonavirus aurait décliné toute implication, mais la commission parlementaire a saisi le procureur général pour l'ouverture d'une enquête pour prévarication. Le contrat a été annulé. Compte tenu du fait que le procureur général soutient le Bolsonavirus, peu de chances qu'une enquête judiciaire soit ouverte.

Mais l'affaire est maintenant sur la place publique et alimente la détestation contre ce président négationniste indifférent à la souffrance et à la mort de son peuple, pendant que ses quelques « amis » s'enrichissaient.

<https://www.humanite.fr/bresil-lantivax-bolsonaro-bientot-coule-par-le-covid-19-712721>

Le *NYTimes* du 27.06.2021 décrit la campagne de vaccination chaotique au Brésil, où les autorités fédérales s'étaient empressées à communiquer que tout se passait très bien et très rapidement, mais c'était de l'affichage et de la précipitation. Des millions de personnes ont manqué leur seconde dose à cause d'une mauvaise information qui a fait croire à bien des personnes que la première dose suffisait. Les affaires douteuses relatées par Lina Sankari y sont également mentionnées, ainsi que le manque de doses :

<https://urlz.fr/g7Mm>

Cachemire

Pourquoi filmer les personnes en train de se faire vacciner ?

Le Cachemire est une région indienne semi-autonome dont la population est en majorité musulmane et qui est une pomme de discorde entre l'Inde et le Pakistan. La politique nationaliste menée par le gouvernement indien de Narendra Modi, qui discrimine les communautés non hindoues (et surtout musulmanes) est rejetée au Cachemire, dont la population souffre depuis août 2019 d'un « confinement » avant la lettre, dû aux protestations dans la région. Le statut semi-autonome a été alors révoqué en représailles. Ensuite, le « vrai » confinement dû à la COVID19 est arrivé. Aujourd'hui, les Cachemiris n'en peuvent plus.

Cependant, comme l'explique un article du *NYTimes* du 18.06.2023, ceux qui font les frais de la colère ne sont pas du tout les vrais responsables ; au contraire même, ce sont les soignants indiens chargés de la vaccination de la population.

Ces soignants sont très fiers d'apporter le vaccin aux habitants du Cachemire, et veulent que cette fierté soit exposée publiquement sur les réseaux sociaux. C'est là où ils ont créé une tension supplémentaire dont la région n'avait vraiment pas besoin.

Vacciner les gens, oui, disent les Cachemiris. Mais pourquoi les filmer ? Et pourquoi diffuser ces films sur les réseaux sociaux ? Leur a-t-on demandé leur avis avant de les exposer ainsi ? N'est-ce pas plutôt une opération de propagande indienne, qui voudrait détourner les regards de sa gestion inadmissible de la vague COVID en cours, dont les dégâts sont imputables aux pénuries d'oxygène, au sous-équipement des hôpitaux, aux excès des religieux hindous (rassemblements festifs créant des foyers de contamination) et au fait que « l'usine vaccinale du monde » a préféré exporter plutôt que de satisfaire ses propres besoins ?

Au Cachemire, selon le *NYTimes*, la défiance envers les autorités indiennes existe depuis longtemps. Elle s'exprime aujourd'hui de façon violente mais n'est pas dirigée en priorité envers les vrais responsables, car elle ne cible pas le nationalisme de Modi ou l'extrémisme des hindous. Il est vrai que l'Inde avait



auparavant bloqué l'internet et utilisé les réseaux sociaux pour traiter les Cachemiris de « terroristes ». Maintenant, ces mêmes réseaux sociaux sont utilisés pour poster les vidéos des personnes vaccinées.

Un étudiant activiste cité par le *NYTimes* affirme que « tout le monde veut se faire vacciner » mais s'interroge sur le fait de filmer et d'exposer les habitants. La désinformation va bon train sur internet, ce qui risque de compromettre la campagne de vaccination elle-même, malgré ce qu'affirme cet étudiant. Si les réseaux diffusent, en même temps que ces vidéos, des rumeurs sur les effets secondaires des vaccins qui causeraient l'infertilité, de moins en moins de gens voudront se faire vacciner.

Or les Cachemiris ont besoin de vaccin pour rouvrir leur économie, basée en grande partie sur le tourisme et l'agriculture. Les mesures prises par le gouvernement Modi pour « moderniser » cette dernière, qui ont provoqué de protestations géantes ces derniers temps malgré la pandémie (cf. *Fenêtres* n°15 et n°18) n'arrangent pas les choses. Quant au tourisme, il n'est pas près de recommencer avec la vague de contaminations que l'Inde n'arrive pas à endiguer (cf. *Fenêtres* n°18, n°20 et n°21 sur la gestion de cette vague pandémique).

Selon le *NYTimes*, les autorités régionales ont « demandé aux soignants d'arrêter de filmer les gens », l'affaire semble donc réglée. Mais pas la méfiance et l'hostilité des habitants. Les autorités ont beau se déclarer « à l'écoute » et « sensibles aux droits des gens et à leur vie privée », les attaques contre ceux qui ont tourné les vidéos (on affirme qu'ils sont minoritaires) visent malheureusement toute la profession et instaurent un climat délétère. Quand on assimile les travailleurs de la santé à des agents de propagande, c'est que quelque chose de grave s'est passé, et que les seules déclarations officielles ne suffiront pas à le résoudre.

<https://www.nytimes.com/live/2021/06/18/world/covid-vaccine-coronavirus-mask/vaccine-attacks-Cachemire>

Cuba

Bonnes nouvelles vaccinales

À Cuba, malgré le blocus, la recherche scientifique progresse dans tous les domaines. Nous avons déjà parlé des efforts de la recherche médicale cubaine et de l'excellence de la médecine cubaine qui a aidé plusieurs pays à faire face à la pandémie COVID19 (cf. en dernier lieu *Fenêtre* n°16). Cette recherche s'est consacrée au vaccin anti-COVID depuis le début de la pandémie.

Aujourd'hui, l'île fait face à une nouvelle vague et prend de nouvelles mesures pour se protéger car on compte quelques 4.000 cas positifs/jour, ce qui est beaucoup pour ses 11 millions d'habitants. Mais l'espoir est là : les vaccins cubains ont passé avec succès les essais cliniques et sont aujourd'hui en phase de demande d'autorisation. Selon un article publié le 9.07.2021 par le site d'information *Cubadebate*, *Abdala*, considéré comme « le premier vaccin développé et produit en Amérique latine » a reçu une autorisation d'urgence auprès de l'autorité de régulation des médicaments, des équipements et des dispositifs médicaux (Cecmed), pour être rapidement utilisé dans toute l'île et pour tous les âges, mais aussi pour être exporté si des pays le demandent.

L'article explique en détail le processus utilisé par la Cecmed pour donner son autorisation basée sur les données solides des essais cliniques qui se sont déroulés dans des endroits de l'île où le taux d'incidence était le plus élevé. Le délai de 17 jours entre le dépôt de la demande de la part du laboratoire qui fabrique *Abdala* et la réponse positive de la Cecmed peut sembler trop court, mais la Cecmed remarque que la FDA (*Food and Drug Administration*) états-unienne accorde aussi ses autorisations d'urgence au bout de 21 jours.

La directrice de la Cecmed, Olga Lidia Jacobo Casanueva, donne les précisions nécessaires sur la méthode de travail de la commission et les données sur lesquelles elle s'est basée pour donner son feu vert,

« vérifiant que l'efficacité de 92,28% d'*Abdala* est réelle ». Il était temps, car Cuba ne pourra faire face à la vague qui la frappe en ce moment qu'en généralisant la vaccination. Et c'est une bonne nouvelle que l'autorisation concerne toute personne âgée de 19 ans et plus.

Pour les enfants, les essais sont en cours, c'est pourquoi la Cecmed attend encore afin d'effectuer ce « pas en avant » qui permettra même aux tout petits à partir de 3 ans de se faire vacciner. Car, comme Olga Lidia Jacobo Casanueva l'a souligné, « rien ne se fera si nous vaccinons seulement la population adulte et ne protégeons pas les enfants ».

Le 9.07.2021, le quotidien italien *Il Manifesto* nous donne des nouvelles des deux autres « candidats vaccins » cubains, *Soberana2* et *Soberana plus*. BioCubaPharma, la compagnie de biotechnologie qui les produit, a annoncé que ses essais ont montré une efficacité de 91,2% y compris contre certains variants, dont le « beta » ou « variant sud-africain ». Les *Soberana* sont des vaccins à trois doses, ce qui est particulièrement intéressant au moment où Pfizer a demandé à la FDA l'autorisation d'une troisième dose pour renforcer la protection. La différence est que la dose Pfizer vise la production d'anticorps, tandis que celle de *Soberana* protège de la contamination.

BioCubaPharma a déposé une demande officielle d'autorisation auprès de l'OMS qui, selon *Il Manifesto*, l'étudie en ce moment. Si la réponse est positive, ce premier vaccin au monde à trois doses pourra être utilisé au même titre que ceux des multinationales comme Pfizer, Astra Zeneca ou Johnson & Johnson qui ont bénéficié de très généreuses subventions publiques de la part des pays riches. Ce serait une immense victoire de la science et d'un petit pays qui lutte contre le blocus.

Soit dit en passant, récemment Cuba a manqué de seringues, tandis qu'elle avait les vaccins : pour se les procurer, il fallait des devises... Mais heureusement des collectes de dons de la part de la diaspora cubaine (qui n'est pas à confondre avec les réactionnaires vivant au sud des États-Unis) a permis l'approvisionnement.

Les *Soberana* ont l'avantage d'être plus simples à fabriquer que les vaccins à ARN messenger et plus simples à conserver, car un frigo normal peut suffire. Elles peuvent ainsi être utilisées dans des pays en développement qui ne sont pas équipés de super-congélateurs. Elles s'inscrivent dans la tradition cubaine de production de vaccins, comme ceux contre la méningite, qui ont été approuvés par l'OMS et permis de vacciner des dizaines de millions de personnes dans le monde par le passé.

Cuba déclare pouvoir produire rapidement des doses au cours de l'année et se dit prêt à transférer sa technologie aux pays qui en feront la demande sans réclamer de royalties, afin d'accroître la capacité productive mondiale. Cela répond exactement à la revendication formulée par l'alliance *The People's Vaccine* qui lutte pour la levée des brevets mais aussi pour le transfert de technologie et de savoir-faire, garanties d'une production suffisante pour vacciner dans tous les pays du monde. Des accords auraient déjà été conclus avec l'Argentine, le Venezuela et l'Iran.



Un autre avantage des *Soberana* qui rend leur utilisation plus simple est que la troisième dose peut être administrée même à des personnes ayant reçu leur première et seconde dose d'un autre vaccin. Une « vaccination à la carte », qui pourrait motiver plusieurs pays à se porter volontaires pour produire ce « petit » vaccin issu de la Grande île.

Espérons que l'OMS rendra bientôt son verdict pour voir les *Soberana* partir à la conquête du monde.

L'article de *Cubadebate* :

<http://www.cubadebate.cu/noticias/2021/07/09/abdala-es-la-primera-vacuna-desarrollada-y-producida-en-latinoamerica-y-que-logra-obtener-uso-de-emergencia/>

L'article d'*Il Manifesto* :

<https://urlz.fr/g7Ml>

Si même la presse états-unienne vous le dit, cela ne doit pas être « une propagande pro-cubaine », comme on entend parfois dans certains médias dominants en France et ailleurs.

Le *NYTimes* annonce, dès le 23.06.2021, les bons résultats obtenus par le vaccin « maison » *Abdala* (92% d'efficacité), ce qui, selon l'article, contribue à ralentir les contaminations à la Havane et le place au même niveau que les vaccins les plus efficaces du monde, ceux de Pfizer-BioNtech (95%) et de Moderna (94,1%). Sans passer sous silence le blocus, mais en en limitant l'étendue chronologique aux années Trump et au début de l'ère Biden, l'article conclut que l'intérêt de plusieurs pays pour les vaccins cubains contribuera à faire sortir le pays de sa crise économique.

On objectera que pour remédier efficacement à la « crise économique » il ne faut pas attendre que le Mexique, l'Argentine, le Vietnam ou l'Iran paient à Cuba les commandes des vaccins. Le remède pourrait être administré dès maintenant en levant ces sanctions, de sorte que Cuba puisse se développer, commercer avec tous les pays du monde et avoir des devises.

Mais déjà un article favorable aux vaccins cubains dans ce journal états-unien de grande diffusion qui fait référence est une avancée :

<https://www.nytimes.com/2021/06/22/world/americas/cuba-vaccine-abdala.html>

Pour mieux comprendre pourquoi les Cubains descendent dans la rue en ce moment et quelles sont les conséquences du blocus dans leur vie pandémique, on peut lire avec profit l'article de Rosa Moussaoui dans *l'Humanité* du 13.07.2021. Cette analyse ne se diffuse pas par les médias dominants :

<https://www.humanite.fr/cuba-dans-la-grande-ile-asphyxie-par-le-blocus-la-colere-deborde-714366>



États-Unis

Les migrants dans les centres de détention sont les plus exposés à la COVID19

C'est inévitable, ces migrants sont la population la moins vaccinée, la moins surveillée et testée parmi la (déjà à haut risque) population carcérale états-unienne dont nous avons parlé dans notre *Fenêtre* n°18.

Quand près de chez nous, en Méditerranée, les migrants se noient par centaines, outre-Atlantique ils s'exposent à la contamination et au risque de mourir de la COVID. Est-ce une fatalité que les migrants meurent ?

Un article du *NYTimes* du 8.07.2021 examine le risque de COVID19 au moment où le nombre des migrants détenus dans les centres augmente considérablement, passant de 14.000 en avril à 26.000 la première semaine de juillet. Dans la même période, on comptait plus de 7.500 cas positifs, ce qui correspond à 40% du total des cas dans tous les lieux de privation de liberté du pays. En mai, 20% des personnes dans les centres de rétention étaient vaccinées avec au moins une dose. Mais la première dose n'accorde qu'une protection limitée : à quand la seconde ?

Le Dr Carlos Franco-Paredes, de la *Colorado School of Medicine* a inspecté les centres et donne au *NYTimes* son point de vue sur les causes de cette augmentation exponentielle des contaminations : on transfère sans raison valable les migrants d'un centre de rétention à l'autre ; on ne teste pas suffisamment ; et on n'applique pas avec rigueur les règles de sécurité sanitaire. Lors d'une de ses inspections, il a vu plusieurs membres du personnel sans masques, et constaté qu'il n'y avait pas de sanctions pour le non respect de cette mesure-barrière essentielle.

Sans surprise, la porte-parole des centres prétend qu'on y teste régulièrement les migrants et qu'on isole immédiatement les positifs. Mais elle ne répond pas à la question pourquoi les transférer d'un centre à l'autre, quand les experts en santé sont unanimes à dénoncer cette pratique à haut risque de diffusion du virus. Et elle explique qu'en ce qui concerne la vaccination, il n'y a pas de schéma national applicable dans tous les centres, car la règle est de la laisser aux autorités locales. Mais c'est exactement cela qui pose problème, étant donné que les contaminations les plus nombreuses ont lieu dans des états où le taux de vaccination générale est inférieur à la moyenne nationale.

Au moment du « variant delta », les experts s'alarment. Sharon Dolovitch, professeur de droit à l'Université de Californie Los Angeles (UCLA), qui dirige le programme « COVID derrière les barreaux », est catégorique : tant qu'on n'aura pas fait de la vaccination des migrants détenus la plus haute priorité, ils continueront à s'infecter, voire à mourir de la COVID19. Car les centres ne sont pas étanches : le personnel va et vient entre l'extérieur et l'intérieur, transportant ainsi le virus et ses variants qui prospèrent dans les communautés à faible taux de vaccination. « La combinaison d'une vaccination insuffisante et de l'évolution du virus fait vraiment peur », conclut-elle.

On a le choix entre fermer les yeux et dire que ce ne sont que des migrants (certains diront qu'ils n'avaient qu'à rester dans leur pays) ou les considérer comme des êtres humains, qui plus est vulnérables, et les vacciner au plus vite, prenant aussi toutes les mesures de sécurité qui éviteront la sur-contamination.

<https://urlz.fr/g7Mj>

Pour en savoir plus sur le programme de l'UCLA « COVID derrière les barreaux » dont la base de données (contaminations et vaccinations) est mise à jour régulièrement et dont la carte interactive renseigne sur le nombre de cas dans tous les établissements de privation de liberté du pays :

<https://uclacovidbehindbars.org/>

Grèce

Vaccinez-vous les jeunes, on vous offre un cadeau

Pour inciter les jeunes de 18-25 ans à se faire vacciner, le gouvernement leur donnera un chèque de 150€ dès la première injection, afin qu'ils puissent « dépenser cette somme dans des activités touristiques ou culturelles », comme il est officiellement stipulé. On les remercie ainsi pour « leur patience » et on leur offre la « liberté », car ce système s'appelle, en bon grec (!?) *Freedom pass*. Voilà ce qui est expliqué dans le *Journal des rédacteurs* du 28.06.2021, qui pense que ce « cadeau » est un calcul de la part du gouvernement pour appâter politiquement les jeunes.

Les médecins ne sont pas contents : la première injection n'offre qu'une protection limitée, surtout à l'heure du variant « delta », et cette récompense pourrait pousser les jeunes à prendre des risques qui augmenteront à nouveau les contaminations et, mécaniquement, causeront des dommages au tourisme qu'elle prétend stimuler. Les touristes ne viendront pas en Grèce se mettre en danger...

La professeure d'épidémiologie à l'Université d'Athènes, Athina Linou, dont la parole fait toujours autorité, a exprimé sa vive inquiétude et considéré que c'est une erreur. Elle pense qu'il est impossible « qu'un médecin avec une connaissance élémentaire de la bibliographie internationale conseille et donne son accord pour une chose pareille ». Selon elle, le gouvernement n'a manifestement pas consulté les médecins. « Si on veut offrir aux jeunes une motivation pour se faire vacciner, qu'on le fasse, mais 15 jours après la seconde dose », conclut-elle. En aucun cas avant, comme il est annoncé.

Au lieu de donner aux jeunes des possibilités de faire des études, on rend l'université plus difficile d'accès grâce à un nouveau système de sélection (une sorte de Parcoursup en pire). Au lieu de tenir compte de leurs besoins d'accéder à un emploi stable et bien rémunéré, ce qui aurait eu des retombées positives sur l'économie et sur le secteur des loisirs car les jeunes vont sûrement consommer et faire la fête s'ils ont de l'argent, on leur jette des miettes comme si on leur faisait l'aumône.

Vos traducteurs en ligne seront à nouveau intrigués, pour ne pas dire indignés. Cette sollicitude pour les jeunes sent bien le clientélisme :

https://www.efsyn.gr/politiki/kybernisi/300171_me-proeklogiki-karta-filodorima-epiheiroyn-na-exagorasoy-n-toys-neoys

L'avis de la professeure Athina Linou :

https://www.efsyn.gr/ellada/ygeia/300248_linoy-epikindyni-iatrika-i-karta-eleytherias-prin-ton-pliri-emboliasmo



Israël

Toujours plus de surveillance de la population, sous prétexte de la protéger de la contamination

Yossi Melman publie le 1.07.2021 dans *Haaretz* un long article sur cette « faille » dangereuse qui met le Shin Bet, le tout-puissant service de sécurité israélien, en position de force et étend ses prérogatives afin de lui donner carte blanche pour surveiller sans limites la population. Dans ce pays où le variant « delta » représente la très grande majorité des nouvelles contaminations faisant craindre une quatrième vague COVID frappant surtout les jeunes non vaccinés, le gouvernement en catimini donne au Shin Bet le droit d'utiliser « ses capacités et outils de surveillance pour les besoins d'investigations épidémiologiques afin de suivre les cas confirmés et les violations de la quarantaine ».

Ce n'est pas une nouveauté : le Shin Bet l'avait déjà fait lors de la première vague, et, à part les défenseurs des libertés civiles, l'*Association for Civil Rights in Israel* (ACRI), presque personne n'avait protesté. On avait dit alors aux citoyens que c'était pour « leur sécurité sanitaire », et que ce serait provisoire et exceptionnel, juste le temps de sortir de la vague. La peur a fait avaler ce qui s'avère aujourd'hui un mensonge.

Selon l'ACRI, qui a fait des recherches historiques, ce n'est pas la première fois qu'on autorise le Shin Bet à violer ainsi la vie privée et les droits des citoyens, qui plus est sans débat public, en catimini, en modifiant les attributions de ce service dont la tâche est la « protection » de l'État et des « institutions du régime démocratique » contre les attaques notamment terroristes et contre l'espionnage. Ces attributions sont stipulées dans une loi de 2002, mais leur formulation est tellement vague, qu'on peut leur faire dire tout et son contraire, selon l'ACRI.



Déjà en novembre 2020, Gil Gan-Mor, l'avocat de l'ACRI, avait demandé à la Knesset, le parlement israélien, des informations sur le nombre de fois que le gouvernement avait autorisé le Shin Bet à exécuter des tâches non spécifiées dans la loi de 2002, comme celles dont on l'avait chargé pendant la pandémie.

La demande sous-entendait ce qui est devenu désormais évident : il n'existe pas de véritable séparation des pouvoirs, la Knesset ne joue pas son rôle de contrôle du gouvernement, tout se décide entre quelques personnes d'un cercle restreint qui n'hésitent devant aucune violation de la vie privée et des droits. Car en réalité dans la loi de 2002 les pouvoirs du Shin Bet peuvent être étendus pour « promouvoir les intérêts nationaux », si un sous-comité de la commission des affaires étrangères de la Knesset l'approuve.

Comme il est rappelé dans l'historique (pas du tout reluisant) des lois gouvernant le Shin Bet, un premier changement avait eu lieu en 1989, à cause des tortures des prisonniers palestiniens lors des interrogatoires. Deux Palestiniens sont morts. On avait alors imposé des règles encadrant ces interrogatoires de façon stricte, qui ont tardé d'être appliquées malgré la volonté du nouveau chef nommé après l'assassinat d'Yitzhak Rabin.

L'ACRI avait alors constaté que les pouvoirs de surveillance du Shin Bet s'étendaient dangereusement par exemple en 2004, quand on lui en avait accordé de nouveaux sous prétexte d'améliorer son savoir-faire. Les liaisons obscures du Shin Bet avec un grand nombre d'institutions israéliennes et services d'intelligence de pays étrangers font craindre à l'ACRI que des données concernant la vie privée ont été « manipulées » sans que personne ne puisse en contrôler l'utilisation.

Il en a été le même lors de la pandémie. L'an dernier, Gil Gan-Mor s'était plaint au Procureur général que le « suivi » par le Shin Bet des personnes testées positives à la COVID19 ou ne respectant pas la quarantaine constituait un danger, car on ne pouvait pas garantir que le Shin Bet ne transmettrait pas ses données à des tiers, y compris étrangers. Cette utilisation n'avait rien à voir avec les missions de « sécurité nationale » : les malades de la COVID19 n'étaient pas des espions, et on ne pouvait pas dire que la première préoccupation des gens était de jouer les James Bond et non de se débarrasser du coronavirus.

Malheureusement, la plainte a été rejetée. Le Shin Bet est intouchable. La pandémie était bien « un danger grave et imminent » pour Israël... Le Shin Bet agit dans le cadre de la loi fixant ses prérogatives. « Il n'y a pas de violation de droits ». C'est officiel.

L'ACRI n'accepte pas cette réponse et ne va pas en rester là. Elle a saisi la Haute Cour de justice, car, selon Gil Gan-Mor, « en démocratie il n'y a pas de place pour une extension permanente des pouvoirs du service de sécurité interne par des décisions secrètes du gouvernement ».

« On se voit à la Cour ? », s'interroge Yossi Melman. En attendant, dans ce pays auto-proclamé « la seule véritable démocratie du Moyen-Orient » (sic), la population n'aura aucun moyen de savoir ce que deviennent les données collectées par le Shin Bet. Dormez, braves gens. On veille à votre sécurité !

<https://urlz.fr/g7Mf>

Pour mieux connaître l'ACRI et ses activités, consulter son site internet en trois langues, hébreu, anglais et arabe :

<https://www.english.acri.org.il/>

Italie

Prolonger l'interdiction des « licenciements COVID » : une solution à surveiller étroitement

Les syndicats italiens ne voulaient en aucun cas la fin de l'interdiction des licenciements sous prétexte que la période de « crise COVID » était terminée. Ils se sont mobilisés dans la rue (cf. *Fenêtre* n°22) et ont maintenu la pression pendant les négociations avec le gouvernement. Car leur objectif était de ne pas se retrouver entre « partenaires sociaux » dans une confrontation inégale où la Confindustria (le MEDEF italien) allait encore leur sortir l'antienne des « difficultés » liées à la baisse d'activité due à la pandémie qui justifierait le recours aux licenciements.

Les syndicats italiens voulaient que le politique prenne ses responsabilités et ils ont tenu bon : ils ont été invités au « Palazzo Chigi », le siège du gouvernement, pour négocier avec le premier ministre Mario Draghi, et les ministres de l'économie Daniele Franco et du travail Andrea Orlando le 29 juin.

Deux articles d'*Il Manifesto* publiés le 30.06.2021 rendent compte de cette longue séance dont la difficulté n'était pas du tout sous-estimée, à en juger par la déclaration de Maurizio Landini, le secrétaire général de la CGIL : « nous n'y allons pas pour être informés. Il est de l'intérêt du gouvernement d'éviter les licenciements. Si ce n'est pas cela le résultat, nous verrons, avec la CISL et l'UIL, comment nous nous mobiliserons ».

Cette réunion a effectivement duré des heures, car les syndicats ont obligé le gouvernement à trouver tout seul des arguments pour faire céder le « faucon » Carlo Bonomi, le patron des patrons italiens, qui avait juré qu'on ne le prendrait pas et avait expliqué qu'on allait enfin pouvoir licencier pour s'en sortir (!?).

Les syndicats ont présenté leur proposition qui devait servir de base à un « avis commun » sur lequel la Confindustria devrait s'engager : prolonger le blocage des licenciements pour 13 semaines à partir de la fin août, et ensuite utiliser tous les « amortisseurs sociaux » de type chômage partiel ou autre, afin de ne pas licencier. Les entreprises « en difficulté » mais qui avaient utilisé les instruments mis à leur disposition pendant la période d'urgence pandémique n'allaient pas avoir le droit de licencier du tout.

« Si ce n'est pas le blocage des licenciements, cela y ressemble de très près », commente *Il Manifesto*. Le gouvernement va aussi mettre en place une procédure « de surveillance » pour constater que les entreprises respectent cet accord, dont le défaut, souligné tant par les trois confédérations que par les autonomes de Cobas, les « comités de base » syndicaux, est de ne pas avoir prévu des sanctions pour ceux qui ne s'y conforment pas. Mais même imparfait, c'est un pas dont les syndicats vont se servir dans leurs luttes quotidiennes. Et c'est aussi un « piège » où est tombé Bonomi, selon le titre du deuxième article d'*Il Manifesto* du 30.06.2021.

Car ce que la Confindustria avait prévu n'a pas eu lieu : l'accord vaut pour les entreprises en général, sans être limité à un secteur d'activités « particulièrement impacté », comme le textile (habillement et chaussures) ; il prévoit une longue période où les travailleurs bénéficient des aides sociales diverses et ne perdent pas leur travail ; il a été conclu avec les syndicats qui ont réussi à convaincre en premier lieu le ministre du travail et à en faire leur « cheval de Troie » auprès de Draghi qui voulait, au contraire, céder aux demandes de Bonomi.

« Même si l'accord n'a pas de valeur coercitive, il engage tout de même Bonomi : il avait vendu comme une victoire personnelle à ses affiliés la voie libre aux licenciements qui serait décidée par Draghi, apportant le scalp de Landini en cadeau à ses faux amis. Ainsi [Bonomi] doit faire marche arrière bien plus que Draghi », commente *Il Manifesto*.

Certes, les syndicats n'exultent pas, car ils connaissent bien les failles de l'accord et reconnaissent qu'il ne reprend pas exactement à leur proposition d'une interdiction généralisée pour tous jusqu'à la fin octobre. Mais ils reconnaissent le pas en avant, et le fait qu'ils ont réussi à « piéger » Bonomi.

D'ailleurs, les premiers « travaux pratiques » commencent début juillet.

Le 10.07.2021, *Il Manifesto* annonce la fermeture de l'usine d'essieux automobiles *Gkn Driveline* de Campi Bizenio (dans la région de Florence) : quelques 500 licenciements, dont 422 emplois directs.

La maison-mère britannique Melrose, un fonds de pension, veut délocaliser, selon le schéma bien connu des « difficultés » qui ne sont qu'imaginaires. Les syndicats sont mobilisés, rejoints par les représentants politiques de toute couleur de toute la Toscane, et même par... l'archevêque Giuseppe Betori. La mobilisation populaire en cours est impressionnante. Toutes les voix s'accordent pour dénoncer ces licenciements inacceptables : les essieux des voitures Fiat seront désormais importés de Slovaquie...

Maurizio Landini souligne qu'il ne s'agit pas d'une entreprise qui manque de travail. Et le ministre du travail Andrea Orlando, qui avait négocié fin juin avec les syndicats « l'avis commun » sur le prolongement du blocage des licenciements réussissant à convaincre le premier ministre que l'intérêt était de ne pas spolier le monde du travail, déclare maintenant : « si c'est cela l'habitude prise, alors le déblocage des licenciements sera modifié ».

Les syndicats de leur côté interpellent : « nous disons à Draghi et à ses ministres de trouver une solution. Maintenant, non dans quelques années ». La Toscane, unanime, est derrière eux.

Il Manifesto du 30.06.2021 :

<https://urlz.fr/g7Me>

Rencontre de négociation entre Maurizio Landini, représentant de l'intersyndicale CGIL-CSIL-UIL, et le premier ministre Mario Draghi :

<https://urlz.fr/g7Mc>

Les licenciements de l'usine *Gkn* :

<https://urlz.fr/g7M8>

La mobilisation à *Gkn* continue et s'intensifie, selon *Il Manifesto* du 13.07.2021. Une importante table ronde est convoquée au ministère le 15 juillet où sont convoqués les patrons du fonds anglais Melrose, la maison-mère qui a décidé la délocalisation de l'usine, pour rendre des comptes. Une grève générale se prépare à Florence :

<https://ilmanifesto.it/gkn-resiste-firenze-verso-lo-sciopero-generale-e-il-mise-convoca-melrose/>

**FIRENZE
DIFENDE IL
LAVORO**

SCIOPERO GENERALE

a sostegno della vertenza
della Gkn di Campi Bisenzio.

Per il ritiro di tutti i licenziamenti
Per la dignità del lavoro
Per la tutela del tessuto industriale
Per un sistema economico basato sui diritti,
la legalità e il rispetto del lavoro!

CGIL CISL UIL

SONO ESCLUSI DALLI SCIOPERI I SETTORI SOTTOPOSTI ALLA LEGGE 146/99

**SCIOPERO GENERALE AREA METROPOLITANA FIRENZE
LUNEDÌ 19 LUGLIO | PRIME 4 ORE DI LAVORO E
MANIFESTAZIONE ORE 9.00 PIAZZA SANTA CROCE**

Liban

Les syndicats de l'éducation en première ligne malgré la crise qui dévaste le pays

Le site internet de l'IE nous informe sur la situation au Liban et sur les actions menées par les syndicats de l'éducation pour faire face « à la pire crise économique depuis 30 ans ». C'est admirable de constater que les collègues, le plus souvent sous-payés ou pas du tout payés, continuent de lutter pour que l'éducation se poursuive malgré la crise économique et la pandémie, les deux fléaux jumeaux qui ont terrassé le Liban.

Le Syndicat des enseignants du Liban souligne que le résultat de cette double crise était le licenciement de plusieurs enseignants du secteur privé, qui représente 70% des établissements d'éducation du pays. Ces enseignants sont venus s'ajouter à la majorité de la population qui a besoin d'aide alimentaire pour survivre, puisque le Liban est l'un des pays les plus endettés du monde (170% du PIB en 2020) et la livre libanaise a dégringolé. Cette situation a été aggravée par la crise pandémique qui a frappé les services publics, en premier lieu l'éducation.

C'est sur l'éducation publique que peuvent compter les réfugiés venus de la Syrie voisine, s'ajoutant aux réfugiés palestiniens qui vivent depuis longtemps dans ce petit pays. 2 millions de Syriens, dont 52% d'enfants. 450.000 en âge scolaire. Ces élèves vont dans des écoles qui fonctionnent l'après-midi, après que les enseignants ont terminé leur service du matin destiné aux Libanais : 4.500 enseignants du public y travaillent, sans compensation pour les heures supplémentaires. L'arrivée de la COVID19 a aggravé la situation selon les syndicats. Ils ont constitué un comité intersyndical et interpellé à plusieurs reprises leur ministère, sans succès.

Cependant, il n'était pas question de lâcher les élèves en pleine pandémie. Les collègues, et leurs syndicats, ont tout fait pour que les réfugiés ne décrochent pas, car le ministère, quand il a instauré l'éducation à distance surtout *via* la télévision (compte tenu des difficultés d'accès à l'internet) n'avait rien prévu pour les réfugiés.

Les syndicalistes ont organisé la solidarité : des cours télévisés spécifiques, un soutien téléphonique aux parents, un suivi des élèves syriens dont les besoins sont différents des Libanais. La moitié des élèves réfugiés ont ainsi eu une éducation, mais malheureusement les autres n'ont rien eu. Les enseignants qui ont fait des efforts herculéens n'ont pas eu de reconnaissance de la part du ministère.

Comme l'ensemble de la société civile libanaise, les syndicats de l'éducation pensent qu'il n'y a de solution viable pour le pays qu'en annulant sa dette et en changeant radicalement le système politique corrompu, népotiste, clientéliste. Ils ne sont pourtant pas dupes : « l'annulation de la dette doit être exemptée de toute condition imposée : les droits humains doivent être au centre de toute procédure de



restructuration de la dette ». L'annulation de la dette doit servir à développer les services publics, notamment l'éducation. Pas de nouvelles taxes imposées aux salariés, en particulier ceux du secteur public.

Les syndicats libanais semblent avoir tiré les enseignements des « sauvetages » d'autres pays pas très éloignés, par exemple de la Grèce. Affrontant la pandémie avec courage, sans être non plus découragés par la faillite économique, politique et morale de leur pays, toujours engagés auprès des élèves et de la population, les syndicats de l'éducation ne baissent pas les bras : « nous allons continuer à œuvrer pour que tous les enfants au Liban aient accès à l'éducation. Peu importe d'où ils viennent, ils méritent tous une bonne éducation et les opportunités qu'elle ouvre ».

<https://www.ei-ie.org/en/item/25124:lebanon-teacher-unions-committed-to-delivering-quality-education-amidst-worst-economic-crisis-in-30-years>

Pour avoir un aperçu de première main de la vie des Libanais en ce moment, lire la correspondance de Paul Khalifeh dans *l'Humanité* du 7.07.2021, intitulée « un peuple au bord de l'agonie » :

<https://www.humanite.fr/nous-avons-tout-perdu-tout-au-liban-un-peuple-au-bord-de-lagonie-713590>

Palestine/Israël

« Donner généreusement » aux Palestiniens des vaccins sur le point d'expirer

C'est le quotidien Israélien *Haaretz* du 18.06.2021 qui a annoncé cette négociation concernant un « don » qu'Israël était prêt à faire à l'Autorité palestinienne : 1 million de doses de vaccin Pfizer-BioNtech sur le point d'être transférées. Déjà 100.000 d'entre elles ont été transférées, le reste suivra bientôt. Mais la livraison devait être ultra-rapide, car, selon l'article de Jack Khoury, Ido Efrati et Jonathan Lis, les journalistes de *Haaretz* qui suivent l'affaire, les vaccins seront périmés vers la mi-juillet.

La « générosité » israélienne n'en est pas vraiment une, car d'une part ces doses sont des surplus, Israël ayant satisfait ses propres besoins, d'autre part l'Autorité palestinienne sera obligée de donner en retour à Israël l'équivalent des doses reçues, quand elle recevra ses propres doses de Pfizer dans les prochains mois.

Ce « don » n'est en fait qu'une avance sur une livraison qui de toute façon aurait transité par Israël. Le ministère de la santé israélien vante bien sûr les mérites « humanitaires » de ce geste, qui serait « dans l'intérêt de toutes les parties » (surtout d'Israël, qui se débarrasse de ses surplus).

L'article de *Haaretz* nous informe que les Palestiniens, selon la décision du précédent gouvernement israélien, auraient dû payer pour ces doses, mais que ce prix ne serait pas fixé. Netanyahu aurait ainsi promu sa « diplomatie vaccinale » non seulement envers les Palestiniens à un moment de violences perpétrées contre eux et de « guerre d'influence » entre le Hamas et l'Autorité palestinienne (habilement exploitée par Israël), mais aussi envers d'autres « pays amis » qui auraient manifesté leur volonté de recevoir les vaccins proposés par Israël.

Haaretz a mentionné aussi que, si l'accord sur ces doses était finalement conclu, l'Autorité palestinienne accepterait de ne les utiliser que pour les habitants de la Cisjordanie. Mais c'est à Gaza qu'on manque le plus de vaccins : seulement 52.000 personnes vaccinées à ce jour. 226.000 doses supplémentaires auraient été acheminées à Gaza, mais « ses habitants seraient réfractaires à la vaccination », selon *Haaretz*. Vérité ou prétexte pour laisser cette bande à son triste sort, après la récente guerre meurtrière ?

Des ONG, entre autres *Physicians for Human Rights* et *Rabbis for Human Rights*, protestent et soulignent qu'il faut une égalité de traitement vaccinal entre Cisjordanie et Gaza. Elles ont déposé une requête devant la Haute Cour de Justice israélienne, qui sera finalement examinée malgré l'opposition gouvernementale, mais en huis clos.

Mais les Palestiniens ne veulent pas de vaccins qui expireront dans un délai si bref. Un autre article de Jack Khoury et Jonathan Lis, un peu plus tard dans la même journée du 18.06.2021, annonce que le Premier ministre palestinien Mohammad Shtayyeh veut interrompre les négociations entre l'Autorité palestinienne et Israël, car ces doses « ne répondent pas aux standards » et aux besoins des Palestiniens. Israël de son côté ne comprend pas ce revirement, car « l'Autorité palestinienne était parfaitement au courant » de la date d'expiration.

Cependant, aucune inquiétude : la « diplomatie vaccinale » est toujours en vigueur en Israël, et les doses trouveront d'autres preneurs si les Palestiniens n'en veulent pas. Selon *Haaretz* du 20.06.2021, trois pays ont contacté Israël pour avoir ces vaccins. Les Palestiniens, quant à eux, n'ont pas rompu les négociations, mais veulent « que leurs standards soient respectés ». Ils réfutent la qualification de « don » et expliquent qu'ils ont déjà payé pour ces vaccins.

Dans sa grande magnificence, Israël ne reprendra pas les doses déjà livrées (les 100.000) et « espère toujours que finalement les Palestiniens les utiliseront ».

C'est ainsi qu'on fait des « actions humanitaires » pour faire oublier les bombes. Mais ce traitement inégalitaire et méprisant pourrait se retourner contre Israël, où l'on observe une recrudescence de nouvelles contaminations dues au « variant delta », qui mènent à un rétablissement du port du masque dans les lieux publics, y compris en extérieur, et à une quarantaine de toute personne arrivant de l'étranger.

L'article de *Haaretz* annonçant les négociations sur le « don » :

<https://urlz.fr/g7M7>

Le rebondissement sur le refus probable de ce « don » de la part des Palestiniens :

<https://urlz.fr/g8BC>

La « diplomatie vaccinale », que les Palestiniens refuseraient également :

<https://urlz.fr/g7M6>

Et l'article de Nadjib Touaibia dans *l'Humanité* du 21.06.2021, intitulé « Israël voulait livrer des vaccins périmés aux Palestiniens » :

<https://www.humanite.fr/covid-19-israel-voulait-livrer-des-vaccins-perimes-aux-palestiniens-711676>



Mise à jour du 11.07.2021 :

Selon *Haaretz*, Israël a conclu un accord avec Pfizer pour recevoir en priorité la prochaine cargaison de ses vaccins le 1er août.

Cet accord bilatéral vient après un autre accord avec la Corée du Sud qui a accepté finalement les vaccins refusés par les Palestiniens et d'autres pays. Israël en a quand même gardé assez pour que sa population non encore vaccinée puisse recevoir sa première dose avant le vendredi 8 juillet, date de péremption des vaccins. La nouvelle livraison servira à la seconde dose de tous ceux qui se font vacciner maintenant. L'accord bilatéral avec Pfizer prévoit que la compagnie fournisse à Israël le même nombre de doses que celles déjà commandées par la Corée du Sud.

Ainsi, après avoir essayé de « placer » ailleurs les doses « à date courte » refusées par les Palestiniens, Israël a trouvé preneur. En plein débat d'experts sur le taux d'efficacité du vaccin contre le « delta », le pays poursuit sa stratégie solitaire d'approvisionnement. Des vaccins, toujours plus de vaccins : jusqu'où ira Israël ? Quelles conséquences pour les Palestiniens et pour les autres pays qui tentent désespérément de vacciner leur population mais ne sont pas assez riches pour conclure des accords avec Pfizer et payer les commandes ?

Tant que ces inégalités vaccinales continueront, même en mettant en quarantaine toutes les personnes qui arrivent, voire en fermant les frontières, Israël ne pourra pas devenir étanche aux nouvelles contaminations. « Personne ne sera protégé tant que tout le monde n'est pas protégé », comme l'a maintes fois souligné l'OMS. Mais de ça, Israël ne semble pas en avoir cure.

<https://urlz.fr/g7M5>

[Home](#) | Israel News

COVID in Israel: Next Pfizer Vaccine Shipment Expected August 1 as Stockpile Expires

The August 1 delivery will allow the COVID vaccines to be administered in a continuous fashion, so that Israelis receiving the first jab will be able to complete the process

Portugal

« Recherche confinée, bourse prolongée »

Grâce à l'OTC (*Organização dos Trabalhadores Científicos*), notre partenaire à la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS), nous sommes informés des manifestations organisées par les syndicats et associations pour revendiquer la prolongation de toutes les bourses de recherche, ce qui est amplement justifié par la situation pandémique. Les manifestations se sont déroulées à la mi-juin à Lisbonne, Porto et Coimbra, villes universitaires, et elles étaient presque « prémonitoires » compte tenu des nouvelles restrictions imposées aujourd'hui à plusieurs endroits du pays à cause du « variant delta ».

Le second confinement du début de 2021 a nui aux travaux de recherche des boursiers (qui sont surtout des post-docs au Portugal) : leurs bourses commencées en mai 2020 arrivent à échéance en cette fin d'année académique, mais les travaux ne sont pas terminés. C'est pourquoi, au lieu d'accorder un prolongement « au cas par cas » comme le propose le ministère, les protestataires revendiquent une mesure unique pour tous, qui aura le mérite de sortir la majorité des difficultés actuelles et verra l'accomplissement des travaux commencés, pour le plus grand bien de la science.

Le ministère veut accorder ce « cadeau » à seulement 60% des boursiers, 8.000 personnes : que deviennent les 40% restants ?

L'OTC ne manque pas de souligner l'engagement conséquent de l'ensemble de la communauté scientifique dans la lutte contre le coronavirus. Nous avons fait état des efforts de nos collègues dans nos *Fenêtres* n°3 et n°9. Les boursiers font partie de cette communauté. Prolonger leurs bourses atténuera les conséquences du confinement sur leur travail, mais aussi sur la qualité de leur vie.

Lire la déclaration de l'OTC et l'article intitulé « la bourse *et* la vie » sur le site de l'OTC vous offrira une occasion d'améliorer votre portugais, même vous n'aurez peut-être pas l'occasion de le pratiquer, car la France recommande d'éviter de visiter ce pays pour les vacances :

<https://otc.pt/wp/2021/06/25/a-bolsa-e-a-vida/>



Une dernière pour la route des vacances

« Que faites-vous pendant la pandémie ? »

Telle est la question que le *NYTimes* pose quotidiennement à ses lecteurs, qui postent leurs messages afin d'être publiés dans la rubrique intitulée « *What you're doing* » de la « Lettre coronavirus » quotidienne.

Le 24 juin, nous y lisons cette charmante histoire qui relie une enfant états-unienne et sa vieille voisine chinoise de 94 ans.

C'est Juliet, la mère de la fillette, habitante de San Francisco, qui raconte :

« Nous nous faisons du souci pour les aptitudes de socialisation de notre «bébé pandémique». Serait-elle terrifiée en voyant du monde ? Ou bien la quarantaine serait pour elle un confort ? Mais ensuite elle s'est fait une amie.

Notre voisine, Madame Wong, a 94 ans, vit seule et ne parle que le cantonais. Notre fille l'a repérée un jour assise à sa fenêtre et son visage s'est illuminé avec délectation. Madame Wong a tapé sur la fenêtre et lui a fait un signe de la main. Depuis, Madame Wong s'assoit à sa fenêtre à l'heure de notre promenade quotidienne. Notre fille regarde la fenêtre, salue de la main et lance un petit cri, "Hi!". Madame Wong tape et rend le signe de salutation.

Nous ne voyons pas de grands-parents. Notre bébé n'a pas de rendez-vous de jeu avec d'autres enfants. Madame Wong est sa première amie. Toutes les deux sont nées dans les vingtaines rugissantes (les années 1920 et 2020). Leur amitié inattendue a été la joie de la pandémie ».

Juliet ne donne pas le nom de sa fille. Mais on imagine le sourire des deux amies. C'est un bonheur de voir que la pandémie a aussi donné lieu à des moments d'humanité et de douceur. Grâce à une Chinoise de 94 ans, Juliet n'aura plus de souci à se faire concernant les « aptitudes » de sa fille pour la vie en société.

